



**HAL**  
open science

## Licence professionnelle Valorisation, animation et médiation des territoires ruraux

Rapport Hcéres

► **To cite this version:**

Rapport d'évaluation d'une licence professionnelle. Licence professionnelle Valorisation, animation et médiation des territoires ruraux. 2015, Université Bordeaux Montaigne. hceres-02039003

**HAL Id: hceres-02039003**

**<https://hal-hceres.archives-ouvertes.fr/hceres-02039003v1>**

Submitted on 20 Feb 2019

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

## Rapport d'évaluation

### Licence professionnelle Valorisation, animation et médiation des territoires ruraux

- Université Bordeaux Montaigne

Campagne d'évaluation 2014-2015 (Vague A)

# HCERES

Haut conseil de l'évaluation de la recherche  
et de l'enseignement supérieur

Formations et diplômes

*Pour le HCERES,<sup>1</sup>*

Didier Houssin, président

---

En vertu du décret n°2014-1365 du 14 novembre 2014,

<sup>1</sup> Le président du HCERES "contresigne les rapports d'évaluation établis par les comités d'experts et signés par leur président." (Article 8, alinéa 5)

Évaluation réalisée en 2014-2015

## Présentation de la formation

Champ(s) de formation : Sociétés dans l'espace et dans le temps

Établissement déposant : Université Bordeaux Montaigne

Établissement(s) cohabilité(s) : /

Ouverte en 2011, la licence professionnelle *Valorisation, animation et médiation des territoires ruraux* cible le secteur professionnel « Services aux collectivités » et renvoie au développement et à la protection du patrimoine culturel. Elle a pour objectif de former des professionnels analystes, prescripteurs, gestionnaires, médiateurs et animateurs de projets dans le monde rural et agricole (code ROME K1802-K1404 et A1301 : mise en place de filières biologiques ; développement de structures d'accueil à la ferme ; accompagnement des agriculteurs dans leurs diagnostics d'exploitation...). Elle met l'accent sur l'acquisition de compétences de bases dans le secteur professionnel (diagnostic territorial, animation d'équipes, médiation et maîtrise d'outils cartographiques). Elle est née du souci de l'Institut de géographie (Bordeaux 3), de l'ENITA de Bordeaux et du lycée agricole de Périgueux d'intervenir sur le monde rural et d'offrir des débouchés professionnels aux étudiants.

## Avis du comité d'experts

La formation est dispensée sur les trois sites de Gradignan, Périgueux et Pessac. Les enseignements couvrent plusieurs champs : conception de projets territoriaux (trois unités d'enseignements) ; écologie, environnement, paysage ; territoires ; outils de l'analyse spatiale ; techniques d'animation et de médiation. On regrette que les deux parcours proposés : « Valorisation des territoires par de labels de qualité » et « Démocratie participative et médiation », ne soient évoqués qu'allusivement, sans que l'on sache le nombre d'étudiants inscrits dans l'un ou l'autre des parcours, ni le contenu précis de ces parcours.

Le volume total des cours (hors projets tutorés et stages) s'élève à 550 heures. Les taux de réussite sont élevés (96 % des inscrits en 2011-2012).

L'équipe pédagogique est composée de 10 enseignants-chercheurs de l'Université, spécialistes du domaine enseigné (essentiellement section CNU 23) et de professionnels (25 en tout) venus en particulier du monde associatif. Néanmoins le document récapitulatif de l'équipe pédagogique fourni concerne une autre formation : il est donc difficile de conclure plus précisément sur la structure de l'équipe.

L'adéquation formation / emploi peut poser problème, ainsi dans l'item sur l'importance de la formation dans l'insertion professionnelle, les anciens étudiants ne valorisent pas le contenu pédagogique. La réponse à la question : « vous auriez pu occuper votre emploi sans avoir obtenu votre licence » montre que cela est le cas pour la majorité de répondants (42 % pour la promotion 2008, 50 % pour la promotion 2009 et 75 % pour la promotion 2010). Néanmoins, il est possible que ces réponses tiennent au mode de présentation de l'information par les services universitaires centraux, qui agrègent des données collectées pour des formations distinctes. La licence met peut-être trop l'accent sur des compétences qui renverraient dans certains cas à un master (pour exemple, peut-on vraiment apprendre à mettre en place une filière biologique en un an dans le cadre d'une licence professionnelle, compétence qui ne semble pas relever d'un emploi de cadre intermédiaire).

On regrette le manque de précisions concernant certains éléments du dossier, sans que cela affecte l'impression positive globale. Le positionnement de la formation dans le champ de formation est justifié.

## Éléments spécifiques de la mention

|  |  |
|--|--|
| Place de la recherche  | <p>Professionalisante, la formation n'a pas vocation à la recherche mais est soucieuse des objectifs scientifiques attachés à la transmission universitaire (d'où notamment son souci de faire appel aux sciences humaines - la géographie notamment-, et aux sciences appliquées à l'environnement dans son programme de formation). Elle offre aux étudiants la possibilité de suivre des séminaires ou colloques dans l'unité de recherche ADESS (Aménagement, Développement, Environnement, Santé et Sociétés (UMR 5185 du CNRS) dont relèvent la plupart des enseignants-chercheurs intervenant dans le diplôme.</p>  |
| Place de la professionnalisation                             | <p>La professionnalisation est triplement assurée par deux stages (cf infra) et un projet tutoré de groupe (sur sept semaines). Dans chaque situation, ils sont mis en situation d'emploi puisqu'ils répondent à la commande d'un donneur d'ordre local partenaire (association, collectivité locale, administration). Ils sont initiés à des outils mobilisés dans la profession (cartographie, systèmes d'information géographique). Les partenaires de la formation interviennent dans les enseignements, les suivis et les jurys de stage. Tout ceci apparaît très positif</p>   |
| Place des projets et stages                                  | <p>Les étudiants effectuent deux stages, le premier est individuel et s'étire sur 13 semaines, le second est collectif et dure cinq semaines. Les stages sont co-encadrés par un professionnel et par un enseignant tuteur. Une présentation publique des résultats est organisée devant la Chambre de l'agriculture locale, ce qui suppose un bon investissement des étudiants conduits à restituer leurs expériences. Le fait que les deux stages mobilisent diversement les étudiants (stage individuel <i>versus</i> stage en petit groupe) est intéressant</p>  |
| Place de l'international                                     | <p>Il est dit que quelques étudiants partent faire leur stage à l'étranger, mais aucune précision supplémentaire n'est apportée. Très tournée vers le bassin d'emploi local, la formation ne mise actuellement pas sur la dimension internationale pour se développer.</p>   |
| Recrutement, passerelles et dispositifs d'aide à la réussite | <p>La formation recrute sur les dernières années moins de 20 étudiants en formation initiale exclusivement ou presque (avec une exception en 2012 où l'effectif grimpe à 27 étudiants). Les étudiants sont le plus souvent titulaires d'un BTS ou d'un DUT. Dès lors qu'ils assistent bien aux cours et se présentent aux examens, les étudiants valident sans problème la formation.</p> <p>On peut sans doute considérer que l'unité d'enseignement « Capacité d'expression écrite et orale (français, communication, anglais) » validée par 5 crédits européens (ECTS) a une fonction d'aide à la réussite des étudiants puisqu'elle doit les aider à rédiger et communiquer leurs analyses et donc à valider dans de bonnes conditions les exercices demandés.</p> <p>Aucun dispositif spécifique d'aide n'est présenté dans le dossier.</p> |

|   |   |
|---|---|
| <p>Modalités d'enseignement et place du numérique</p>             | <p>Tous les enseignements sont proposés sous la forme de travaux dirigés (le tableau sur l'évaluation des charges pédagogiques en 2014-2015 n'est cependant pas très clair).</p> <p>Plusieurs enseignements s'appuient sur le recours à des outils numériques (cartographie, SIG) ce qui est positif puisque ces outils sont couramment mobilisés dans la profession.</p> <p>Au niveau de l'établissement, il existe un dispositif de formation permettant de se préparer au C2i et C2i2e (Certificats informatique et internet). Il existe aussi un bureau virtuel qui permet des échanges en ligne entre les étudiants. Mais dans les deux cas, rien ne permet de savoir si les étudiants de la licence sont concernés par ces opportunités.</p>  |
| <p>Evaluation des étudiants</p>                                   | <p>La formation est évaluée en contrôle continu et comprend des modalités variées (dossier, épreuve sur ordinateur, rapport en plus d'épreuves classiques non détaillées). Cette forme est appréciable et témoigne d'un souci de l'équipe pédagogique de tester les étudiants régulièrement et à l'appui d'exercices variés.</p>  |
| <p>Suivi de l'acquisition des compétences</p>                     | <p>Aucun élément d'appréciation</p>   |
| <p>Suivi des diplômés</p>   | <p>Le taux de retour des questionnaires proposés aux anciens étudiants est élevé, ce qui semble positif. Néanmoins, ils renvoient semble-t-il à un public plus large que celui de la LP (notamment si celle-ci a été créée en 2011, pourtant le dossier d'évaluation évoque aussi une ancienneté de 15 ans). Ce n'est pas clair, ce qui peut diminuer l'intérêt des commentaires qui suivent.</p> <p>Un tiers des étudiants promus en 2009 et 2010 est en poursuite d'études, ce qui semble beaucoup eu égard à la destination professionnelle du diplôme. Dans la mesure où ce niveau est élevé, il conviendrait d'en savoir plus sur le type d'études poursuivies, pour mieux comprendre l'attitude des diplômés et cibler l'effet des caractéristiques de la LP suivie : la licence les aide-t-elle assez à s'insérer, est-elle assez spécialisée ?</p> <p>Parmi les anciens étudiants insérés professionnellement, une majorité l'est sur des emplois précaires ce qui est préoccupant. La taille des effectifs et les caractéristiques du marché de l'emploi invitent cependant à relativiser la remarque.</p> <p>Il est question de remettre à jour un annuaire d'anciens, ce qui en effet pourrait être porteur.</p> |
| <p>Conseil de perfectionnement et procédures d'autoévaluation</p> | <p>Un conseil de perfectionnement existe et comprend les trois responsables pédagogiques ainsi que trois professionnels, il se réunit au moins une fois par an. Les étudiants sont également régulièrement sondés pour aider le corps enseignant à faire évoluer la formation. Aucune rencontre réunissant toutes les parties (équipe pédagogique au complet, professionnels, représentants étudiants) ne semble avoir lieu. Est-ce bien le cas ? Si oui, c'est dommage mais il est facile de remédier à cette légère insuffisance du dispositif.</p>   |

## Synthèse de l'évaluation de la formation

### Points forts :

- La formation forme des professionnels qui assument effectivement des fonctions d'animation et d'assistance auxquelles ils ont été préparés ;
- On peut souligner le nombre significatif d'entreprises, associations partenaires de la formation, ainsi que la forte inscription territoriale du réseau d'intervenants ;
- Les porteurs de projets sont explicitement tournés vers le futur, qui verra s'accroître la place de nouvelles procédures décentralisées et participatives (cf le parcours « démocratie participative et médiation » proposé par la formation bien que l'on manque d'informations à son sujet).

### Points faibles :

- On regrette qu'un certain nombre de rubriques n'aient pas été renseignées (le lecteur étant renvoyé au dossier « Champ » qui couvre un volume important de formations n'ayant pas les mêmes pratiques) ;
- L'adéquation formation/emploi peut poser problème, la formation semblant parfois très ambitieuse, en comparaison de l'objectif professionnel.

### Conclusions :

La formation *Valorisation, animation et médiation des territoires ruraux* a pour objectif la formation d'analystes, prescripteurs et animateurs du monde rural.

La formation a sa place dans le champ de formation et le bassin d'emploi local (certains diplômés s'insérant aussi dans une autre région comme le montrent les données). La formation n'a pas d'équivalent dans l'espace local proche (on remarque que le porteur de projet a fait l'effort de situer son offre comparativement à celle de Toulouse et Orléans, ce qui est appréciable).

# Observations de l'établissement



Date : Pessac, le 19 juin 2015

Formation : S3LP160010803- Licence professionnelle Valorisation Animation et Médiation des Territoires Ruraux (VAMTR).

## OBSERVATION AU RAPPORT DE SYNTHÈSE DE L'HCERES

Responsable de mention: **Monsieur Raphaël Schirmer**

C'est avec grand intérêt que l'équipe pédagogique prend connaissance de l'avis du Comité d'experts de l'HCERES sur la Licence professionnelle Valorisation Animation et Médiation des Territoires Ruraux (VAMTR).

Si la « *formation semble parfois très ambitieuse* » comme il est indiqué dans le rapport, cela mérite d'être nuancé : forte d'une expérience de 15 années, en constante relation avec des professionnels, élus ou agents de collectivités territoriales ou représentants d'associations, elle interagit en permanence avec eux. En ce qui concerne les compétences, il ne s'agit effectivement pas de créer des filières professionnelles, mais davantage de s'insérer au sein de dynamiques préexistantes, quitte à les encourager par la médiation et l'animation. C'est dans cette même perspective que s'inscrivent les trois stages proposés aux étudiants.es (deux en groupe – d'abord entier, puis en petits groupes –, et un dernier individuel). Dès lors, les deux parcours (« Valorisation des territoires par les labels de qualité » et « Démocratie participative et médiation ») sont davantage à comprendre comme une réponse à la finalisation du projet des étudiants.es. C'est pourquoi les effectifs sont fluctuants au fil des ans, en fonction des demandes. En outre, le contenu est à la fois transversal au long de l'année, et plus spécialisé dans le cadre du suivi de stage individuel avec le tuteur. Là aussi, les stages ou les enseignements sont en interaction avec le réseau de partenaires. Réseau de partenaire qui facilite l'entrée sur le marché du travail d'une partie des promotions. Un séminaire « insertion » de deux jours est pratiqué chaque année avec une rencontre professionnels – étudiants.es.

L'équipe pédagogique reconnaît que la formation est perfectible. L'absence de rencontre entre toutes les parties est un point à développer ; il existe déjà un.e étudiant.e médiateur.trice, mais c'est sans doute insuffisant. Toute la difficulté provient de l'éclatement entre trois centres de formations et deux départements. Il serait intéressant de remédier à cette question par un évènement commun, en fin d'année par exemple. C'est d'ailleurs pourquoi les étudiants.es sont trop peu insérés dans les dispositifs d'accompagnement ou de formation de l'Université ; ils.elles sont présents seulement deux mois à Bordeaux, avec une charge de cours très importante à ce moment-là. Un rapprochement avec le Pôle orientation stages et insertion professionnelle (POSIP) est en cours pour suivre via un outil numérique le projet des étudiants.es. Le bureau virtuel (B.V.) est également une plateforme qui sera beaucoup plus utilisée à l'avenir.

Le manque d'ouverture internationale de la formation est également notable. Il nous conviendra de travailler sur ce point dans les années à venir.